



Association Internationale des Machinistes et des travailleurs de l'Aérospatiale

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Le syndicat représentant les travailleurs d'Air Canada interpelle les sénateurs au sujet du projet de loi C-10

Après avoir rencontré de nombreux députés fédéraux, tous partis confondus, et s'être adressé au Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités, l'Association internationale de machinistes et des travailleurs et travailleuse de l'aérospatiale (AIMTA) se tourne maintenant vers le sénat. Désirant faire obstacle au projet de loi C-10 du ministre des Transports Marc Garneau, l'AIMTA veut sensibiliser le sénat sur la dangerosité du projet de loi pour les emplois dans le domaine de la maintenance d'aéronef. Les Sénateurs québécois, Claude Carignan et Léo Housakos ont déjà été rencontrés par des représentants de l'AIMTA.

« Si le projet de loi est approuvé par la Chambre des communes, avant d'en arriver à son acceptation finale, il devra inévitablement aboutir au sénat à des fins d'étude et de vote, explique le coordonnateur québécois de l'AIMTA David Chartrand. Nous voulons donc expliquer aux sénateurs que ce projet de loi menace non seulement plusieurs emplois dans le domaine de la maintenance d'aéronef, mais aussi plus largement, il menace l'industrie, il n'y a pas d'urgence loin de là d'adopter ce projet de loi. »

Depuis des années, l'AIMTA fait la promotion d'une politique pancanadienne de l'aérospatiale qui demande l'implication active du gouvernement fédéral pour la consolidation de l'industrie aérospatiale et pour la protection de ses emplois. « C'est un secteur prometteur en pleine croissance partout dans le

monde, soutient David Chartrand. Des pays avec des économies fortes comme l'Allemagne, la France, les États-Unis, mais aussi des pays avec des économies en développement comme le Maroc, la Chine, le Brésil se sont dotés d'une forte industrie aérospatiale. Ces derniers se sont impliqués dans son développement en investissant dans la recherche, la formation, le développement d'entreprise et de nouveau produit d'avant-garde. Bref, ces gouvernements sont parfaitement au fait que cette industrie à un potentiel de développement économique qui saura en faire profiter toute la société. Pourquoi ici irions-nous directement dans le sens inverse en favorisant un transporteur qui ne cherche qu'à enrichir ses actionnaires au détriment des travailleurs canadiens. »

La vitesse à laquelle le ministre Garneau veut faire accepter son projet de loi est une façon d'éviter la réflexion et la consultation selon l'AIMTA. « Le gouvernement Trudeau a pris la décision d'accélérer le processus d'adoption de ce projet en écourtant les débats avec l'intention de voir le moins d'intervenants possible s'exprimer dans ce dossier. Ce projet de loi C-10 fait tout pour Air Canada et rien pour les travailleurs canadiens et l'on tente de faire en sorte que les citoyens ne le sachent pas trop. Par ailleurs, il est difficile de comprendre que le gouvernement libéral veuille modifier une loi pour qu'elle cesse de protéger des emplois chez Air Canada, alors qu'il rend son aide à Bombardier conditionnelle à des garanties d'emplois. À mes yeux il ne devrait pas avoir de distinction entre les deux, c'est les emplois de tous les Canadiens qui méritent d'être promus, défendus et protégés par les actions du gouvernement. C'est impardonnable de se faire traiter ainsi par les représentants que nous avons choisis par voie démocratique et nous allons leur faire savoir sur toutes les tribunes dans l'espoir que les libéraux retrouvent la raison», conclut David Chartrand

L'AIMTA représente 15 000 membres au Québec, et plus de 50 000 au Canada, dont 16 000 dans l'industrie aérienne et aérospatiale.

Il est le plus important syndicat des travailleurs de l'industrie aéronautique au Monde.

À travers l'Amérique du Nord, il représente plus de 700 000 membres.